

**RAPPORT ANNUEL**



JANICE MACKINNON

J'ai entrepris mon mandat à la présidence du conseil d'administration le même mois où Mel Cappe est devenu président et chef de la direction de l'IRPP, et c'est avec plaisir que j'ai fait plus ample connaissance et collaboré avec lui pendant cette période de transition. En dépit de nombreux changements, l'Institut a accompli d'importants travaux au cours de la dernière année et entamera sous peu des projets de recherche très stimulants. Je me réjouis donc de cette nouvelle année qui s'annonce à la fois dynamique et productive.

En ce qui a trait à la composition du Conseil, signalons le départ de John Helliwell au terme de deux mandats consécutifs. Bob Rae (élu président en 2001, puis confirmé dans ses fonctions en 2004, avant d'y renoncer en 2006 pour se lancer en politique active) quitte aussi le Conseil après y avoir siégé pendant près de 10 ans. Jodi White, du Forum des politiques publiques (et membre de l'IRPP représentant un organisme compatible), quitte également ses fonctions. Au nom du Conseil, j'aimerais les remercier chaleureusement des services qu'ils ont rendus à l'Institut.

## RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fred Gorbet, Guy Saint-Pierre, Bernard Shapiro et Kent Weaver nous reviennent pour un second mandat ; Antonia Maioni, de l'Institut d'études canadiennes de McGill, entamera aussi un deuxième mandat à titre de membre représentant un organisme compatible. Se joignent au Conseil en tant qu'administrateurs John Manley, ancien sous-ministre et ministre canadien des Finances, et Martha Piper, anciennement présidente de l'Université de la Colombie-Britannique. À titre de membre représentant un organisme compatible, le Conseil accueille enfin Gordon Smith, directeur du Centre for Global Studies et professeur auxiliaire de sciences politiques à l'Université de Victoria. Son expertise en sécurité internationale nous sera très précieuse dans le cadre de notre nouveau projet de recherche Sécurité et démocratie. Je remercie nos membres qui ont accepté de renouveler leur mandat au profit de l'Institut et souhaite la bienvenue à tous les nouveaux venus.

Signalons par ailleurs quelques autres changements intervenus l'an dernier. Comme nous y autorisent les règlements administratifs, l'IRPP a créé un Comité de financement en appui à ses efforts de collecte de fonds. Les travaux du Comité commenceront officiellement cet été. Enfin, nous avons retenu les services d'un nouveau cabinet de vérification comptable, Raymond Chabot Grant Thornton. Je remercie Deloitte & Touche LLP pour ses nombreuses années d'excellent service. □

Je m'estime privilégié d'avoir pris cette année le relais de la présidence de l'IRPP, dont la contribution aux politiques publiques du pays n'est plus à démontrer. Plus de 30 ans d'expérience dans la fonction publique m'ont convaincu de l'importance de fonder nos politiques sur des données probantes. Or la recherche joue un rôle décisif en vue d'alimenter un débat public auquel l'IRPP a toujours richement participé. Je me réjouis donc de poursuivre et de développer cette tradition.

L'IRPP a tout lieu d'être fier d'une histoire qui en fait une institution bilingue, non partisane et indépendante, basée à Montréal, mais cultivant un point de vue national. Je me dois à cet égard de féliciter mon prédécesseur, le sénateur Hugh Segal, qui a su accroître en sept ans la visibilité de l'Institut et raffermir son engagement sur les questions internationales.

Je vise pour ma part à mettre à profit les succès de ceux qui m'ont précédé en enrichissant le débat public et le processus de décision gouvernemental des précieuses recherches de l'Institut. Nous miserons pour ce faire sur nos publications, dont *Options politiques*, de même que sur nos séries *Choix*, *Enjeux publics* et *Documents de travail*. Nos déjeuners-causeries et colloques tenus dans tout le pays continueront de stimuler les échanges sur les enjeux d'avenir du pays. Et nous redoublerons d'effort pour étendre la diffusion de nos travaux en faisant appel à l'ensemble des médias.

Depuis sa fondation, l'IRPP n'a cessé de contribuer aux débats entourant les questions d'actualité. Mais il cherche aussi à dépasser cet horizon pour faire en sorte que les grands enjeux soient analysés et inscrits à l'ordre du jour du pays, cela tout en donnant accès aux recherches et aux faits qui éclairent les débats émergents.

Et c'est précisément la qualité de ses travaux qui démarque l'IRPP des autres instituts de recherche. Nous devons cette chance au grand professionnalisme d'un personnel de premier ordre ainsi qu'à la collaboration de chercheurs et d'universitaires comptant parmi les meilleurs du pays.

## RAPPORT DU PRÉSIDENT

Le milieu des groupes de réflexion évolue au rythme du processus des politiques publiques. Mais parmi les organismes qui se multiplient, nombreux sont ceux qui défendent une approche ou un point de vue précis. Or, l'IRPP ne vise aucunement à privilégier une démarche en particulier. Comme le veut notre énoncé de mission, notre but réside dans l'amélioration des politiques publiques canadiennes. Un objectif que nous accomplissons en produisant des recherches, en suscitant la réflexion et en stimulant les échanges. Voilà comment nous renforçons la qualité des décisions des gouvernements, des citoyens, des institutions et des entreprises.

J'estime depuis toujours que le Canada a besoin de recherches indépendantes en plus grand nombre pour fonder l'analyse politique et enrichir le débat public. Une démocratie évoluée comme la nôtre dispose d'un concert de voix pour alimenter un solide débat,

qui doit toutefois reposer sur des fondements analytiques et objectifs. Résolument impartial, l'IRPP mesure sa réussite à sa contribution au débat public plutôt qu'à la diffusion d'un point de vue préétabli.

L'indépendance de l'Institut est préservée par un conseil d'administration formé d'éminentes personnalités des milieux d'affaires et communautaires, d'anciens politiciens et d'universitaires. Nous l'assurons aussi par la voie d'un fonds de dotation qui nous tient à distance de l'arène politique ou de commanditaires aux visées trop étroites. Mais pour maintenir son dynamisme, étendre sa diffusion et renforcer sa capacité de traiter d'enjeux toujours plus complexes, l'Institut mènera désormais des activités de financement dans certains cas précis, qui seront toujours déterminés de manière à protéger son indépendance.

Bob Rae, qui a quitté la présidence du Conseil en juin 2006, a joué cette année un rôle clé dans le passage à une nouvelle direction. Et Janice MacKinnon, notre nouvelle présidente, a dirigé le Conseil avec grande efficacité, tout en m'apportant un précieux appui pendant la période de transition. J'en profite pour remercier tous les administrateurs, dont j'ai grandement apprécié le soutien en vue de maintenir la qualité de nos travaux pendant cette même période.

Suzanne Ostiguy McIntyre, vice-présidente aux opérations, accomplit un travail formidable à la gestion des multiples activités de l'Institut. Et France St-Hilaire, notre vice-présidente à la recherche, veille avec grande compétence à l'intégrité et à l'orientation stratégique de nos recherches. Quant à Ian MacDonald, le rédacteur en chef d'*Options politiques*, il assure à merveille l'intérêt et l'actualité de la revue. Quant au reste de notre personnel, j'ai vite constaté qu'il regroupait des gens dévoués, coopératifs et talentueux, qui donnent toujours le meilleur d'eux-mêmes.

## RAPPORT DU PRÉSIDENT

Très ambitieux, le programme de recherche de l'IRPP privilégie des enjeux clés sur lesquels nous devons agir et dont nous pouvons enrichir l'analyse. Nous poursuivrons ainsi nos travaux sur le fédéralisme, l'immigration et la diversité. La publication d'études comme *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship*, troisième de notre programme L'art de l'État, a clairement montré que nous pouvons contribuer avec succès au débat politique. Quant à nos études sur la politique familiale, la gouvernance et le renforcement de la démocratie, elles ont dynamisé le débat au Canada et continueront sans nul doute à le faire.

Ce programme, nous l'avons même étendu à de nouveaux domaines qui influenceront profondément sur l'avenir du pays : innovation et productivité, vieillissement démographique, sécurité et démocratie, sans oublier les défis du Nord canadien. Compte tenu de leur portée actuelle et future, chacune de ces questions revêt pour le Canada une grande importance stratégique.

Je me réjouis d'ores et déjà de la période stimulante et productive qui attend l'IRPP. □

e respect de la diversité est l'un des fondements de notre vie collective et une dimension clé de l'élaboration des politiques publiques pour tous les ordres de gouvernement. C'est un projet permanent dont il faut périodiquement recentrer les éléments pour traduire l'évolution de facteurs démographiques, culturels et autres. Il nous faut aussi tenir compte de la mutation des valeurs et du besoin d'équilibrer les idéaux et préoccupations de certaines collectivités en fonction des droits individuels chers aux Canadiens.

Que nous puissions discuter ouvertement des tensions liées à certaines revendications en matière de diversité témoigne de la santé de la démocratie canadienne. Ce fut notamment le cas en mars 2006 au lendemain de la décision de la Cour suprême dans l'affaire *Multani*, qui a établi les conditions selon lesquelles un élève pouvait raisonnablement porter un kirpan (un couteau de cérémonie sikh) à l'école. En février 2007, le gouvernement du Québec a mis sur pied une commission consultative présidée par deux éminents universitaires, Gérard Bouchard et Charles Taylor, chargée d'examiner les pratiques d'accommodation liées aux communautés minoritaires.

C'est en marge de ces initiatives et de quelques autres événements que l'IRPP a publié le troisième volume de son programme L'art de l'État. Sous la direction de Keith Banting, Thomas J. Courchene et F. Leslie Seidle, l'ouvrage regroupe des études et des observations de spécialistes canadiens, européens et américains. Ils y examinent deux thèmes de grande portée : le *programme multiculturel*, axé sur la reconnaissance des différences culturelles, l'aide offerte aux minorités pour exprimer leur identité et leurs pratiques, de même que l'élaboration de concepts de citoyenneté plus inclusifs ; et le *programme d'intégration*, qui vise à intégrer les minorités à l'ensemble de la population, à renforcer dans leurs rangs la solidarité et le soutien mutuel ainsi qu'à raffermir les liens qui les rattachent à une même collectivité. En conclusion, les éditeurs défendent la vision d'une citoyenneté partagée fondée sur la promotion des droits de la personne, l'égalité socioéconomique et la participation civique et politique.

## L'ART DE L'ÉTAT III

Pour diffuser le plus largement possible les résultats de ce projet, l'IRPP a publié avant la parution de l'ouvrage cinq de ses chapitres sur son site Web. Et d'après le nombre de téléchargements, ceux-ci ont suscité un vif intérêt. Le [chapitre de Jeffrey Reitz et Rupa Banerjee](#) a même fait l'objet d'un long article à la une du *Globe and Mail* sur les facteurs ayant amoindri le sentiment d'appartenance à la société canadienne des immigrants et de leurs enfants. Les deux auteurs ont aussi participé à une tribune aux côtés de Keith Banting et de Stuart Soroka à l'occasion d'un déjeuner-causerie organisé à Toronto.

Pour accomplir son objectif de porter les recherches de l'IRPP à l'attention des décideurs, notre président Mel Cappe a animé en février 2007 une rencontre qui a réuni à Ottawa les éditeurs de l'ouvrage, plusieurs sous-ministres et des hauts fonctionnaires, de même qu'une consultation auprès de hauts fonctionnaires du gouvernement ontarien à Toronto. □

### PUBLICATION

*Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada* (sous la direction de Keith Banting, Thomas J. Courchene et F. Leslie Seidle)  
Monographie, janvier 2007

### ÉVÉNEMENTS

**Consultation de hauts fonctionnaires fédéraux**  
Keith Banting, Thomas J. Courchene et F. Leslie Seidle  
13 février 2007, Ottawa

**Consultation de hauts fonctionnaires ontariens**  
Keith Banting, Thomas J. Courchene et F. Leslie Seidle  
14 février 2007, Toronto

**Lancement de livre : The Art of the State, volume III : *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada***  
Keith Banting, Thomas J. Courchene et F. Leslie Seidle  
13 février 2007, Ottawa

**Déjeuner-causerie : The Art of the State, volume III : *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada***  
Keith Banting, Stuart Soroka, Jeffrey Reitz et Rupa Banerjee  
14 février 2007, Toronto



Si le gouvernement Harper a clairement indiqué qu'il continuerait d'admettre au pays un nombre croissant de nouveaux arrivants, des études ont montré qu'il faut consentir plus d'efforts à leur intégration aux différentes sphères de la société. Or la recherche est particulièrement insuffisante en ce qui concerne l'un de ces aspects, à savoir l'intégration politique des immigrants. La question a fait l'objet d'un déjeuner-causerie très couru tenu à Toronto, où ont été présentées deux nouvelles études fondées sur des approches passablement différentes.

La première, de Michael Pal et Sujit Choudhry (tous deux de l'Université de Toronto), examine la représentation politique des immigrants issus de minorités visibles et rappelle qu'elle est en déphasage par rapport à la réalité démographique changeante du pays. Parmi les manifestations de cette sous-représentation au Parlement, ils citent l'exemple des trois provinces en plus forte croissance – l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario –, dont les zones urbaines accueillent la plupart des minorités visibles. D'où la dilution de leurs suffrages. Si le Canada souhaite vraiment réussir l'intégration de ces minorités, soutiennent les auteurs, il doit s'assurer que ses institutions politiques soient « scrupuleusement équitables » et perçues comme telles en ce qui touche la représentation des intérêts de ses derniers arrivants. Le gouvernement fédéral a récemment déposé le projet de loi C-56, qui propose d'accroître la taille de la Chambre des communes pour accommoder la croissance démographique en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario, ce qui constituait l'une des recommandations de cette étude.

La seconde étude, de Bruce Hicks (Université de Montréal), s'intéresse aux élections municipales de Toronto avant et après la fusion qui en a fait une mégaville. L'auteur y révèle que les minorités visibles, les citoyens à faible revenu et les locataires sont nettement moins susceptibles de voter que les autres groupes de la population. Jumelé à l'avantage électoral conféré aux candidats par un mandat, ce phénomène entraîne la sous-représentation des immigrants (particulièrement des minorités visibles) dans les conseils municipaux. Et puisque 40 p. 100 des Torontois font partie des minorités visibles, ajoute l'auteur, ces inégalités jettent forcément le doute sur la légitimité de l'administration municipale. >>

L'importance des partis politiques en matière de participation citoyenne et de légitimité gouvernementale figurait parmi les questions examinées lors d'une conférence de l'IRPP et de la Fondation Trudeau, tenue en novembre 2005. En 2006-2007, l'IRPP a publié quatre études issues de cette rencontre, dont la première, de Kenneth Carty (Université de la Colombie-Britannique), soutient que les partis non idéologiques traditionnels ont favorisé le désengagement des électeurs. L'auteur montre que la rivalité entre partis a été façonnée par le système majoritaire uninominal, qui a miné durant de longues périodes la compétitivité de vastes régions du pays et exclu de trop nombreux citoyens d'une véritable participation. Il propose une réforme électorale qui permettrait « l'arrivée de nouvelles organisations de parti capables de rétablir les alignements concurrentiels nécessaires à la participation des Canadiens à une vie publique et démocratique renouvelée ».

William Cross (Université Carleton) et Lisa Young (Université de Calgary) s'intéressent aussi aux partis politiques mais en s'arrêtant au rôle décisif joué par leurs membres, puis en proposant des mesures visant à redynamiser leurs effectifs. Ils soutiennent que les adhérents veulent participer de plus près à l'élaboration des politiques et proposent à cette fin la création de fondations politiques au sein des partis. Ces fondations permettraient aux adhérents de base et aux spécialistes de collaborer à l'étude et à la mise au point des politiques.

Un autre important aspect de cette participation réside dans le type et le niveau d'influence exercé par d'autres secteurs, comme les ONG ou les universités, sur les politiques publiques. Daniel Cohn (Université Simon Fraser) estime que les universitaires disposent de nombreuses possibilités, mais que leur influence reste indirecte, au sens où ils doivent convaincre les décideurs de promouvoir ou d'appliquer leurs idées. Susan Phillips (Université Carleton) explore pour sa part les relations changeantes entre les gouvernements – surtout le gouvernement fédéral – et le secteur communautaire, de même que leurs répercussions sur la gouvernance et la citoyenneté. Elle montre ainsi que la gouvernance, pour ce qui est à tout le moins de l'élaboration des politiques, n'est pas aussi partagée que la théorie et la croyance populaire le laissent supposer. □

#### **PUBLICATIONS**

Daniel Cohn, « [Jumping into the Political Fray: Academics and Policy-Making](#) »  
*Enjeux publics IRPP*, mai 2006

Kenneth Carty, « [The Shifting Place of Political Parties in Canadian Public Life](#) »  
*Choix IRPP*, juin 2006

William Cross et Lisa Young, « [Are Canadian Political Parties Empty Vessels? Membership, Engagement and Policy](#) »  
*Choix IRPP*, juin 2006

Susan Phillips, « [The Intersection of Governance and Citizenship in Canada: Not Quite the Third Way](#) »  
*Enjeux publics IRPP*, août 2006

Bruce Hicks, « [Are Marginalized Communities Disenfranchised? Voter Turnout and Representation in Post-merger Toronto](#) »  
*Documents de travail IRPP*, novembre 2006

Michael Pal et Sujit Choudhry, « [Is Every Ballot Equal? Minority Vote Dilution in Canada](#) »  
*Choix IRPP*, janvier 2007

#### **ÉVÉNEMENTS**

Table ronde : « [La Commission Gomery et l'imputabilité au sein du gouvernement : son mandat, ses recommandations et la suite](#) »  
co-présidée par Peter Aucoin et Ned Franks  
27 avril 2006, Ottawa

Débat : « [The Reform of Democratic Institutions: What Do Political Candidates Think?](#) »  
Jerome H. Black, Bruce M. Hicks, William Cross et Henry Milner  
8 mai 2006, Ottawa

**BENFORCER LA  
DÉMOCRATIE CANADIENNE**

Le gouvernement Harper est arrivé sur la scène fédérale en janvier 2006 en promettant une nouvelle ère de « fédéralisme d'ouverture ». Et l'un des éléments clés de son programme visait la fin de l'âcre et interminable conflit fédéral-provincial sur le déséquilibre fiscal. On anticipait donc sa réponse aux recommandations des deux comités sur le fédéralisme fiscal, à savoir le Groupe d'experts sur la péréquation et la formule de financement des territoires, mis sur pied par le ministre des Finances, et le Comité consultatif du Conseil de la fédération sur le déséquilibre fiscal. Le gouvernement a proposé une approche et lancé un processus de consultation dans le cadre d'un document de travail (*Rétablir l'équilibre fiscal*) déposé de concert avec le budget fédéral en mai 2006.

Vu l'étendue de ses travaux et de son expertise en la matière, l'Institut a pu contribuer de maintes façons au processus. En septembre 2006, *Options politiques* y a consacré un numéro regroupant des analyses de spécialistes comme Tom Courchene, Robin Boadway, Don Drummond et France St-Hilaire, qui ont traité des enjeux en cause et de l'impact éventuel des réformes proposées. L'Institut a aussi organisé et animé des rencontres publiques et des débats d'experts à Ottawa et à Toronto. Quant à Tom Courchene, chercheur principal invité de l'IRPP, il a également produit un rapport spécial sur certaines questions controversées du programme de péréquation relativement au traitement de l'énergie et aux revenus des ressources naturelles.

Bien que le budget fédéral 2007 prévoyait des mesures sur tous ces fronts, la réaction de certaines provinces et le débat en cours sur de possibles modifications au pouvoir de dépenser d'Ottawa donnent à penser que ce dossier est loin d'être clos. □



# FÉDÉRALISME CANADIEN

## PUBLICATIONS

Thomas J. Courchene,  
« **Energy Prices, Equalization and Canadian Federalism: Comparing Canada's Energy Price Shocks** »  
Rapport spécial, août 2006

Thomas J. Courchene  
« **Accountability and Federalism in the Era of Federal Surpluses: The Paul Martin Legacy, Part II** »  
Documents de travail,  
février 2006

**LE DÉSÉQUILIBRE FISCAL**  
*Options politiques*,  
Septembre 2006

France St-Hilaire  
« **The Fiscal Imbalance: Cutting to the Chase** »

Paul Boothe  
« **The Federal Discussion Paper: Road Map to a First Ministers' Conference** »

Robin Boadway  
« **Two Panels on Two Balances** »

Thomas J. Courchene  
« **Variations on the Federalism Theme** »

Ruth Hubbard et Gilles Paquet  
« **Réinventer notre architecture institutionnelle** »

Harvey Lazar  
« **Reforming the Framework for Intergovernmental Fiscal Relations** »

Alain Noël  
« **Quand le déséquilibre fiscal devient un problème fédéral** »

Don Drummond  
« **What a Tangled Web we Weave** »

## ÉVÉNEMENTS

**Déjeuner-causerie sur le déséquilibre fiscal**  
France St-Hilaire, Thomas J. Courchene et Gilles Paquet  
12 septembre 2006, Ottawa

**Déjeuner-causerie : « The Future of Equalization »**  
Thomas J. Courchene, Don Drummond et Michael Smart  
27 juin 2006, Toronto



DIRECTEURS DE RECHERCHE FRANCES ABELE,

MEL CAPPE, THOMAS COURCHENE, LESLIE SEIDLE, FRANCE ST-HILAIRE

révu en octobre 2007, le quatrième colloque du programme L'art de l'État traitera des nombreux enjeux relatifs au Nord canadien, une région pleine de promesses et de plus en plus liée à notre identité nationale et internationale. Bien que le Nord reste en quelque sorte une frontière, il gagne en maturité au gré de son développement économique et de l'ancrage de nouvelles formes de gouvernance. Parallèlement, ses peuples et territoires sont confrontés à des défis, sur le double plan national et circumpolaire, qui découlent de tendances géopolitiques, environnementales, économiques et sociales. Les grands thèmes abordés seront les suivants :

- Le Canada et le monde circumpolaire – aspects scientifiques, politique étrangère et gouvernance
- Gouvernance publique, des Premières nations et des Inuits dans les trois territoires
- Les entreprises du Nord – développement, économie et collectivités durables
- Soutien aux populations – défis critiques et nouvelles avenues
- La politique du Nord de demain

Comme pour les précédents colloques relatifs à L'art de l'État, une version révisée des études et des commentaires paraîtra dans un ouvrage publié par l'IRPP. □



## L'ART DE L'ÉTAT IV

## LES DÉFIS POLITIQUES DU PPC ET LEURS ANALYSTES

### Capital humain :

W. Craig Riddell (Université de la Colombie-Britannique)

### Changements climatiques :

Mark Jaccard et Nic Rivers (Université Simon Fraser)

### Capital naturel :

Nancy Olewiler (Université Simon Fraser)

### Vieillesse de la

#### population :

David K. Foot (Université de Toronto)

### Sécurité économique :

Jean-Yves Duclos (Université Laval)

### Santé et bien-être :

Robert Evans, Clyde Hertzman et Steve Morgan (Université de la Colombie-Britannique)

### Productivité :

Andrew Sharpe (Centre d'étude des niveaux de vie)

### Commerce et

#### mondialisation :

Michael Hart (Université Carleton)

## LES JUGES DU PPC

**Wendy Dobson** (professeure et directrice, Institut d'affaires internationales à l'École de gestion Rotman)

**Alain Dubuc** (auteur et chroniqueur, quotidien *La Presse*)

**John F. Helliwell** (professeur émérite, Université de la Colombie-Britannique)

**Richard G. Lipsey** (professeur émérite, Université Simon Fraser)

**Carolyn Tuohy** (professeur émérite, Université de Toronto)

**William Watson** (directeur, Département d'économie, Université McGill et chroniqueur *National Post* et *The Gazette*)

## PUBLICATION

### LES PRIORITÉS DU CANADA

*Options politiques*  
Avril-mai 2006

DIRECTEURS DE RECHERCHE JEREMY LEONARD, CHRISTOPHER RAGAN ET FRANCE ST-HILAIRE

Le Programme de priorités pour le Canada (PPC) est un projet novateur et ambitieux qui vise à engager un débat aussi vaste qu'informé sur les choix et les priorités politiques à moyen terme du pays. Il repose sur le thème central de la rareté des ressources et de la nécessité de choisir : les gouvernements disposent en effet de ressources limitées et doivent donc choisir soigneusement les politiques à mettre de l'avant ou à délaissier. Ce faisant, ils doivent non seulement tenir compte des considérations politiques mais aussi des coûts, des avantages et des effets à long terme des politiques envisagées. L'un des principaux objectifs du PPC consiste à produire des études sur les enjeux prioritaires en matière de politiques économiques et sociales à partir d'un même cadre analytique.

Cette année, l'Institut a commandé des études sur huit grands enjeux de politiques publiques que doit relever le Canada, tels que définis par les « programmateurs » du PPC lors de la première phase du projet. Pour chacun de ces enjeux, les chercheurs ont reçu le mandat de proposer et de documenter trois mesures politiques précises susceptibles de relever le défi en question.

Le projet PPC en est maintenant à sa dernière étape. Les analystes et les commentateurs invités étaient réunis à Toronto en mars 2007 pour présenter leurs propositions et leurs observations à un groupe de six juges. Suivant les données réunies et les échanges de la rencontre, chaque juge a ensuite rédigé un texte sur la série de mesures qui, selon eux, favoriserait le plus l'amélioration du bien-être économique et social des Canadiens.

Les analyses et les commentaires du PPC, de même que les textes des juges, seront publiés à l'automne 2007. □



# PROGRAMME DE PRIORITÉS POUR LE CANADA

GRANDS ENJEUX ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

**PUBLICATION**

Daniel Salée, avec le concours de David Newhouse et Carole Lévesque, « **Aboriginal Quality of Life in Canada: An Analysis of Current Research** »  
*Choix IRPP*, novembre 2006

n dépit des efforts consacrés à tenter de régler ce problème, la persistance d'écart majeurs entre la situation socioéconomique de nombreux peuples autochtones et celle des autres Canadiens reste un des problèmes les plus difficiles à résoudre pour les gouvernements. Ces disparités soulèvent de graves questions sur le niveau d'égalité des chances au pays et pourraient même compromettre sa cohésion sociale.

Mais il y a des signes de progrès. Depuis le milieu des années 1990, la proportion d'Autochtones qui poursuivent ou ont achevé des études postsecondaires est en hausse. Dans certaines provinces de l'Ouest, la collaboration entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux a engendré des initiatives communautaires auxquelles sont associés les Autochtones des régions urbaines (qui comptent pour environ la moitié de la population autochtone du pays). Et une variété d'entreprises autochtones innovantes procurent emplois et formation dans le cadre d'initiatives qui en inspireront sûrement beaucoup d'autres.

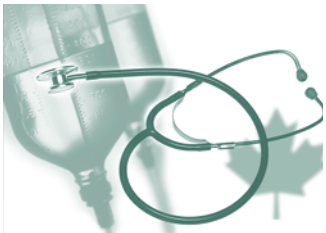
L'IRPP a lancé en 2006 un nouveau programme de recherche, Qualité de vie des Autochtones, pour lequel Joyce Green (Université de Regina), Carole Lévesque (Institut national de la recherche scientifique), David Newhouse (Université Trent) et Daniel Salée (Université Concordia) jouent un rôle consultatif. Pour inaugurer ce programme, nous avons publié en novembre 2006 une analyse approfondie des publications sur le sujet. Son auteur, Daniel Salée, y propose de dépasser le vieux débat sur la meilleure façon de servir les intérêts des Premières nations, à savoir le choix entre l'autonomie gouvernementale et la pleine intégration à la société non autochtone. « L'amélioration significative de la qualité de vie des Autochtones dépend d'un engagement politique fondamental, authentique et généralisé en faveur du changement social et de la justice sociale pour les peuples autochtones », conclut-il.

## QUALITÉ DE VIE DES AUTOCHTONES

Cette analyse servira de cadre à une série d'études en cours. Celles-ci documenteront et analyseront les approches novatrices dans plusieurs domaines (développement économique communautaire, protection de l'enfance, santé mentale des jeunes, habitation urbaine, etc.), leur incidence à ce jour et les leçons qui s'en dégagent. Il s'agira aussi de prendre en compte le contexte plus général de la qualité de vie des peuples autochtones (notamment les facteurs historiques et génétiques) et leur mise à contribution dans la planification d'initiatives pertinentes. En résumé, ce projet de l'IRPP veut favoriser une meilleure compréhension des réalités passées et de l'évolution des collectivités autochtones dans la société canadienne. □

GROISSAANGE  
ET PROGRES  
ECONOMIQUE  
SOCIAL

a réforme des soins de santé reste au centre des préoccupations de l'IRPP. Au cours des dernières années, nous avons privilégié l'analyse empirique et l'étude des données pour comprendre l'incidence de certaines mesures novatrices sur les services de santé. En novembre 2005, l'Institut avait fait équipe avec le Centre for Health Services and Policy Research, l'Institut John Deutsch et la School of Policy Studies de l'Université Queens pour organiser une importante conférence multidisciplinaire sur l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes dans différents secteurs du système de santé. Publiés conjointement par l'IRPP et l'Institut John Deutsch en décembre 2006, les documents de cette conférence portent sur plusieurs problèmes critiques, y compris les dimensions éthiques et financières de l'accès aux « médicaments orphelins » pour les maladies rares, l'impact potentiel de l'assurance maladie privée sur le système public, la régionalisation, le prix des médicaments et la gestion des ressources humaines dans un contexte de vieillissement de la population. □



## SANTÉ ET POLITIQUES PUBLIQUES

### PUBLICATIONS

*Health Services  
Restructuring in Canada:  
New Evidence and New  
Directions* (sous la direction  
de Charles Beach, France  
St-Hilaire, Sam Shortt *et al.*)  
Monographie (avec John  
Deutsch Institute), décembre  
2006

es gouvernements passent et les priorités politiques changent. C'est à tout le moins ce qui s'est produit au Canada en 2006. La politique familiale et le développement des enfants ont conservé une place centrale, mais l'élection d'un gouvernement conservateur minoritaire est venue modifier la dynamique du débat.

Comme il l'avait promis en campagne électorale, le nouveau gouvernement a créé dans son premier budget la Prestation universelle pour la garde d'enfants et annoncé la fin des ententes bilatérales sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants conclues par le précédent gouvernement. Ces mesures furent présentées comme favorisant la liberté de choix des parents. Dès juillet 2006, les familles canadiennes ont ainsi commencé à recevoir une prestation mensuelle de 100 dollars pour chaque enfant de moins de six ans. On est ainsi passé d'une aide visant d'abord les familles où les deux parents travaillent à un soutien bénéficiant à l'ensemble des familles, sans égard à leur statut sur le marché du travail.

Au Québec, la campagne électorale de mars 2007 s'est faite l'écho de cette nouvelle approche avec la promesse de Mario Dumont, chef de l'Action démocratique du Québec, de « tendre la main à toutes les familles » et de promouvoir la « liberté de choix » des parents. Mais ce débat avait une allure moins alarmante dans cette province où l'on a échafaudé au cours des dix dernières années une politique familiale assez élaborée comprenant des services de garde à coût abordable et un généreux programme de congé parental. Dans les autres provinces toutefois, la décision d'Ottawa fut durement ressentie. Certaines, comme la Colombie-Britannique, ont annoncé une réduction du financement, d'autres, le Manitoba par exemple, ont tenté de suppléer aux compressions en injectant des fonds provinciaux supplémentaires.

Dans ce contexte, l'étude de Paul Kershaw (Université de la Colombie-Britannique), parue en mars 2007, est arrivée à point nommé. L'auteur y propose une analyse poussée de l'aide publique fédérale et provinciale destinée aux familles en Alberta et en Colombie-Britannique. Il évalue toute la gamme des mesures disponibles, tant les transferts en argent que les services et les déductions fiscales, et examine comment ces deux provinces se classent à l'échelle internationale. Cette approche globale lui permet d'apporter un nouvel éclairage au débat qui oppose les partisans de transferts universels à toutes les familles avec enfants et ceux qui préconisent plutôt d'investir dans des services de garde pour les parents qui travaillent. Témoin de sa pertinence, cette étude a été la plus en demande sur le site de l'Institut, dans le premier mois suivant sa publication.

Une autre étude, celle de Marni Brownell (Université du Manitoba) et de ses collègues, a ajouté une nouvelle facette à notre programme de recherche sur la famille et l'enfance en examinant la performance des enfants à l'école. Les auteurs étudient le lien entre résultats scolaires et conditions socio-économiques à l'aide de données basées sur toute la population. Selon l'une de leurs principales conclusions, les disparités socioéconomiques en matière de résultats scolaires sont beaucoup plus importantes que ne l'indiquent les tests administrés par les écoles. Du fait de sa méthodologie et de ses conclusions, cette étude a d'énormes implications en ce qui concerne la façon dont nos politiques de santé, d'éducation et d'apprentissage dans la petite enfance sont élaborées, et elle a d'ailleurs suscité un vif intérêt aussi bien dans les médias que parmi les chercheurs et les décideurs. □

#### PUBLICATIONS

Marni Brownell, Noralou Roos, Randy Fransoo *et al.*, « [Is the Class Half Empty? A Population-Based Perspective on Socioeconomic Status and Educational Outcomes](#) »  
Choix IRPP, octobre 2006

Paul Kershaw, « [Measuring Up: Family Benefits in British Columbia and Alberta in International Perspective](#) »  
Choix IRPP, mars 2007

#### ÉVÉNEMENTS

Réception : 10<sup>e</sup> anniversaire de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec

Journées annuelles de santé publique (JASP)  
Octobre 2007

Réunion d'experts sur les résultats scolaires au Manitoba

Marni Brownell, John Wiens et John VanWallegem  
6 décembre 2006, Winnipeg

Conférence : « [Is the Class Half Empty? Using Administrative Data to Gain a Population-Based Perspective on Socioeconomic Status and Educational Outcomes](#) »

En collaboration avec le Centre de recherche Léa-Roback sur les inégalités sociales de santé de Montréal  
Marni Brownell (Université du Manitoba)  
3 avril 2007, Montréal

Déjeuner-causerie : « [Measuring Up: BC Family Policy Present and Future](#) »

Paul Kershaw et Kevin Milligan (Université de la Colombie-Britannique)  
14 juin 2007, Vancouver

Déjeuner-causerie : « [Measuring Up: Alberta Family Policy Present and Future](#) »

Paul Kershaw (Université de la Colombie-Britannique), Joseph P. Hornick (Canadian Research Institute for Law and the Family) et Lois Harder (Université de l'Alberta)  
13 juin 2007, Edmonton



# INVESTIR DANS NOS ENFANTS

DIRECTRICE DE RECHERCHE SARAH FORTIN

**PUBLICATIONS**

Shelley Phipps, « Working for Working Parents: The Evolution of Maternity and Parental Benefits in Canada »  
*Choix IRPP*, mai 2006

Richard Chaykowski, « Toward Squaring the Circle: Work-Life Balance and the Implications for Individuals, Firms and Public Policy »  
*Choix IRPP*, juin 2006

Ana Ferrer et Lynda Gagné, « The Use of Family Friendly Workplace Practices in Canada »  
*Documents de travail IRPP*, septembre 2006

Gilles Pronovost, « Le temps dans tous ses états : temps de travail, temps de loisir et temps pour la famille à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle »  
*Enjeux publics IRPP*, février 2007



Cette année, le thème de l'équilibre travail-vie a donné lieu à la publication d'une série d'études dont la première, de Shelley Phipps (Université Dalhousie), porte sur les prestations parentales au Canada. L'auteure présente la situation de huit nouveaux parents pour illustrer les variations de l'admissibilité aux prestations et aux congés parentaux. Elle retrace aussi l'évolution du programme, depuis sa création au début des années 1970 jusqu'à sa dernière réforme de 2001, et examine le nouveau programme québécois de prestations parentales entré en vigueur en janvier 2006. Ce programme vise en priorité à favoriser l'attachement au marché du travail, mais la première année a coïncidé avec un nombre de naissances record au Québec, facteur que surveilleront sûrement les décideurs.

L'étude de Richard Chaykowski (Université Queen's) offre pour sa part une excellente introduction sur les questions relatives à l'équilibre travail-vie au Canada. Son examen des faits et des enjeux politiques se révèle très utile pour départager le rôle des entreprises, des particuliers et des gouvernements. L'auteur établit que l'incidence du conflit travail-vie varie grandement selon les citoyens, en fonction de leur âge, de leur sexe et de leur emploi. D'où la nécessité de solutions mieux ciblées fondées sur l'évaluation rigoureuse des coûts et des avantages. Une conclusion partagée par Ana Ferrer (Université de Calgary) et Lynda Gagné (Université de Victoria), dont l'étude des facteurs incitant les entreprises à proposer des avantages travail-vie met en relief de nombreux décalages entre les besoins et leur disponibilité.

## ÉQUILIBRE TRAVAIL-VIE

Bien entendu, tout le débat sur le conflit travail-vie gravite autour de la notion controversée des horaires surchargés et des difficultés croissantes rencontrées par de nombreux citoyens en vue d'équilibrer leurs besoins et obligations en matière de travail, de famille et de loisirs. Gilles Pronovost (Université du Québec à Trois-Rivières) contribue dans son étude à distinguer les perceptions de la réalité en analysant les enquêtes sur l'emploi du temps menées au Canada et à l'étranger, et à mieux mesurer l'ampleur du problème et les paradoxes qu'il révèle. □

DIRECTRICE DE RECHERCHE SARAH FORTIN

La première phase du programme de recherche Équilibre travail-vie était centrée sur les besoins des parents qui travaillent et ont de jeunes enfants. Mais les impératifs politiques liés au vieillissement démographique en constituent aussi un aspect significatif. Compte tenu de la réduction de la main-d'œuvre et du besoin grandissant de travailleurs hautement qualifiés, l'équilibre travail-vie pourrait devenir un enjeu décisif si l'on veut assurer à tous les travailleurs de rester aussi actifs que possible et de conserver un emploi. Les gouvernements devront envisager des mesures de transition permettant d'intégrer et de quitter le marché du travail tout au long de la vie, mais aussi de favoriser la participation des jeunes travailleurs ayant des responsabilités familiales autant que celle des plus vieux qui se préparent à la retraite. Au cours des prochaines années, l'Institut privilégiera quatre enjeux liés au vieillissement de la population : les facteurs agissant sur la participation au marché du travail des travailleurs âgés, y compris la question de l'équilibre travail-vie ; la privatisation des risques et le rôle du secteur privé dans la prestation de services sociaux et médicaux ; les répercussions du vieillissement de la main-d'œuvre sur le mandat fondamental du secteur public et la gouvernance de la fédération ; enfin, les défis éthiques et moraux qui en découlent. □



## VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

a productivité est le premier déterminant du niveau de vie et de son évolution. Or, il existe parmi les économistes un consensus relativement large sur les macrofacteurs de productivité, que l'OCDE a utilement synthétisés en quatre grandes catégories (souvent interdépendantes) : innovation, éducation, investissement et déréglementation. Au cours de la prochaine année, l'IRPP examinera certains aspects de chacun de ces macrofacteurs en vue de combler les lacunes de la recherche, mais aussi d'améliorer l'efficacité et la conception des politiques en la matière. □

DIRECTEURS DE RECHERCHE JEREMY LEONARD ET FRANCE ST-HILAIRE

# INNOVATION ET PRODUCTIVITÉ DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALE EN MUTATION







Depuis son lancement en 2001, ce programme de recherche a beaucoup progressé grâce à la publication d'études et à l'organisation d'événements ayant attiré de nombreux experts, intervenants et citoyens. Jusqu'à présent, les travaux ont surtout porté sur le contrôle de l'immigration clandestine, la conciliation des enjeux de sécurité et des droits de la personne, la détérioration des conditions du marché du travail pour les nouveaux immigrants et le problème de la reconnaissance des qualifications et titres de compétence. Les recherches en cours traitent d'une variété de questions, parmi lesquelles l'évaluation du régime canadien de double citoyenneté, les forces et les faiblesses du

## POLITIQUE RELATIVE À L'IMMIGRATION ET AUX REFUGIÉS

processus de revendication du statut de réfugié et l'incidence des mesures de sécurité de l'après-11 septembre sur l'immigration et la protection des droits de la personne. L'IRPP continuera dans les années à venir à consacrer d'importantes ressources à l'analyse du processus à la fois complexe et essentiel de l'intégration sociale, économique et politique des immigrants à la société canadienne. Parmi les thèmes qui seront abordés, citons les problèmes des immigrants des deuxième et troisième générations, le niveau variable d'intégration des nouveaux venus dans les trois grandes villes du pays et les défis liés au recrutement de travailleurs qualifiés dans une économie mondiale de plus en plus intégrée. □

### ÉVÉNEMENTS

**Déjeuner-causerie : « The Underrepresentation of Visible Minorities in the Electoral Process »**

Sujit Choudhry, Michael Pal et Bruce Hicks  
23 janvier 2007, Toronto

**Déjeuners-causeries : « Controlling Irregular Migration: Reconciling Security Concerns with Human Rights Protection »**

François Crépeau, Delphine Nakache, Susan Davis et Stéphane Roussel  
10 avril 2006, Montréal  
François Crépeau, Delphine Nakache, Susan Davis et Wesley Wark  
4 avril 2006, Toronto

**Déjeuner-causerie :**

**« Canada's Diversity: The Urban Dimension »**

Katherine Graham, Susan Phillips et Nan Weiner  
9 novembre 2006, Toronto

DIRECTEURS DE RECHERCHE MEL CAPPE ET WESLEY WARK

Le nouveau programme de recherche de l'IRPP s'intéressera aux défis de sécurité d'une grande complexité que le Canada doit relever depuis le 11 septembre, de même qu'à leur incidence sur nos politiques nationales et internationales. Il traitera ainsi de questions souvent inédites pour notre pays quant à l'élaboration d'une politique de sécurité nationale telles que la menace constituée par le terrorisme mondial et transnational. Au cours des prochaines années, l'Institut analysera l'interrelation entre les nouvelles exigences de sécurité et les normes démocratiques, de manière à définir les éléments de base suivants : modèle de sécurité nationale pleinement démocratique, notamment en matière de renseignement ; efficacité du maintien de l'ordre ; stabilité et légitimité des lois ; gouvernance éclairée ; responsabilisation ; engagement citoyen et information du public ; intervention d'urgence ; politique économique avisée ; et partenariats entre secteurs public et privé. □

# SÉCURITÉ ET DÉMOCRATIE



DIRECTEUR DE LA DIFFUSION JEREMY LEONARD

e site Web de l'IRPP a fêté ses 10 ans en 2006-2007 avec près de 300 000 visiteurs uniques (essentiellement des responsables gouvernementaux et des décideurs, des chercheurs, des journalistes, des professeurs et des étudiants) ayant téléchargé ses documents et publications plus de 1,2 million de fois. En moyenne annuelle, l'augmentation des visiteurs et du téléchargement s'est établie à 15 p. 100, à égalité avec les deux précédents exercices.

Cette année, l'Institut a entrepris l'enregistrement audio de ses déjeuners-causeries et autres événements pour les rendre accessibles en ligne, à commencer par le déjeuner de juin 2006 sur la péréquation, tenu à Toronto. Depuis, six autres rencontres ont été diffusées en ligne et écoutées près de 2 000 fois. Compte tenu de la demande, nous prévoyons d'étendre cette accessibilité en rendant les enregistrements disponibles sur fichier podcast et sur fil RSS pour écoute à partir d'un ordinateur, mais aussi d'un iPod ou d'un lecteur MP3.

L'Institut a clairement atteint son objectif de transformer son site Web en point central de diffusion de la recherche, et il étudie maintenant diverses options pour rejoindre son auditoire de manière plus interactive. Outre la baladodiffusion, nous examinons les possibilités offertes par les blogues, les séminaires en ligne, les tables rondes virtuelles et autres outils novateurs visant à élargir la diffusion et la portée de nos travaux.

# WWW.IRPP.ORG

En février 2007, le IRPP.org s'est enrichi d'une cyberchronique intitulée « Global Canada? A View from Abroad », tenue par le réputé journaliste David Crane. En plus d'être directement accessible en ligne, cette chronique et celle de Jim Ferrabee sont souvent reprises dans des journaux à travers le pays. □



IRPP

Institute for  
Research on  
Public Policy  
Institut de  
recherche en  
politiques  
publiques

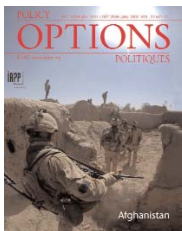


En 2006-2007, *Options politiques* s'est convertie à l'impression en quadrichromie pour améliorer sa présentation. L'équipe a de même rehaussé son positionnement rédactionnel en choisissant des thèmes mensuels qui collent plus que jamais à l'actualité.

Cette double amélioration de l'image et du contenu s'est traduite par un nombre record de téléchargements, de nombreuses reprises d'articles sous forme de textes d'opinion et de plusieurs reportages sur les sondages menés en exclusivité pour *Options politiques* par la maison SES Research.

C'est dans un numéro entièrement bilingue que nous avons dévoilé en avril-mai 2006 le Programme de priorités pour le Canada, un projet inédit de l'IRPP dirigé par Jeremy Leonard, Christopher Ragan et France St-Hilaire. Toujours à l'avant-garde de l'actualité, la revue s'est attaquée en septembre 2006 à la question du déséquilibre fiscal, un sujet également débattu par un groupe d'experts lors d'un déjeuner-causerie très couru organisé à Ottawa. Le numéro d'octobre était consacré aux changements climatiques, celui de novembre au congrès à la direction du Parti libéral du Canada et celui de décembre à la mission canadienne en Afghanistan. L'ambassadeur de ce pays au Canada, Omar Samad, a été le conférencier invité d'un déjeuner-causerie tenu à guichets fermés à Montréal. Les présentations ont été faites par Pierre Marc Johnson, membre du Conseil de l'IRPP et avocat-conseil du cabinet Heenan Blaikie, commanditaire de l'événement.

En février 2007, nous avons publié un numéro spécial marquant le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés, dont nous avons planifié le lancement de concert avec la tenue d'une importante conférence sur le sujet organisée par l'Institut d'études canadiennes de McGill. Le numéro d'avril 2007 portait, quant à lui, sur le résultat des élections au Québec. Son lancement a été suivi d'un déjeuner-causerie sur les répercussions du scrutin en compagnie de notre rédacteur en chef, Ian MacDonald, d'Éric Montpetit (Université de Montréal) et du collaborateur de la revue Robin Sears, de Navigator Ltd.



## OPTIONS POLITIQUES

Dans le cadre de ses *Entretiens*, *Options politiques* a rencontré les chefs des trois principaux partis (Stephen Harper, Stéphane Dion et Jack Layton), de même que le ministre canadien des Finances, Jim Flaherty, et l'ancien premier ministre de l'Alberta, Peter Lougheed. Des extraits de cet entretien avec le premier ministre ont paru dans le *National Post*, qui a aussi consacré une série d'articles à notre numéro spécial sur la Charte des droits et libertés.

Il va sans dire que la publication d'un mensuel aussi étroitement lié à l'actualité entraîne parfois d'énormes pressions en termes d'échéance. Pour leur dévouement exemplaire, Ian MacDonald remercie tout particulièrement sa rédactrice adjointe, Sarah Fortin, les coordonnatrices à la production, Anne Tremblay et Chantal Létourneau, la coordonnatrice à la rédaction, Francesca Worrall, ainsi que les correcteurs d'épreuves et les traducteurs. □

### ÉVÉNEMENTS

**Déjeuner-causerie :**  
*Options politiques* analyse le résultat des élections fédérales et le nouveau gouvernement  
 30 mars 2006, Ottawa

**Déjeuner-causerie :**  
 « Afghanistan: A Global Project in Security and Development »  
 S.E. Omar Samad, ambassadeur de l'Afghanistan au Canada  
 11 décembre 2006, Montréal

**Déjeuner-causerie :** « The Implications of the 2007 Quebec Election »  
 L. Ian MacDonald (IRPP), Éric Montpetit (Université de Montréal) et Robin Sears (Navigator Ltd.)  
 2 mai 2007, Toronto

l'IRPP a connu une autre excellente année en termes de couverture médiatique. L'équipe des communications a fait publier 131 textes d'opinion dans les journaux de tout le pays, soit en moyenne un tous les trois jours. À retenir : la plupart des études de l'Institut font maintenant l'objet de textes d'opinion en français et en anglais.

Et ce qui est sans doute encore plus important, l'équipe a su étendre son réseau de contacts médias déjà considérable à la suite d'efforts pour rehausser la qualité de l'attention médiatique suscitée par l'Institut. Combinée à la richesse de nos travaux, l'étendue de ces liens s'est révélée très profitable et s'annonce encore plus prometteuse.

*Faits saillants*

- L'étude de Jeffrey Reitz et Rupa Banerjee sur la cohésion sociale a été rapportée en manchette à la une du *Globe and Mail* du 11 janvier 2007. Plusieurs mois après, elle continue de susciter passablement d'attention dans les médias, et le quotidien *Le Devoir* en a cité de longs extraits en page couverture.

## IRPP DANS LES MÉDIAS



- Les travaux de l'IRPP ont fait l'objet de reportages à la une du *Globe and Mail* et du *National Post* du 6 février. Celui du *Globe* était consacré à *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*, celui du *Post* à un article d'*Options politiques* sur l'attitude des Canadiens à l'égard de la Charte. C'était la première fois que nos travaux étaient rapportés le même jour à la une de deux quotidiens nationaux.

- Les analyses d'*Options politiques* ont suscité un intérêt considérable. Le numéro de juillet 2006 sur la sécurité frontalière a notamment donné lieu à la publication de 17 textes d'opinion différents, un record pour un même numéro. En marge du 25<sup>e</sup> anniversaire de la Charte des droits et libertés, le *National Post* a publié en six jours une série de textes d'opinion adaptés d'articles de la revue sur les différents aspects de la Charte. Enfin, *Le Devoir* a publié en trois jours une série de trois textes sur ce thème. □



e Fonds de dotation de l'IRPP a pour objectif de soutenir les travaux de l'Institut. Le Comité de placements vise à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de façon qu'il produise les revenus nécessaires à nos activités futures. C'est pourquoi le conseil d'administration a décidé de retirer chaque année une somme égale à 6 p. 100 de la valeur trisannuelle moyenne du fonds plutôt que de récupérer les revenus réels qu'il génère. En privilégiant une moyenne trisannuelle, on atténue l'impact des changements du marché tout en améliorant la prévisibilité. En vertu de cette formule, la somme du Fonds de dotation dont nous avons disposé pour l'exercice 2006-2007 s'est élevée à **2 411 820 \$**, en hausse d'environ **131 520 \$** par rapport au transfert de l'année précédente. Les gains en capital (**152 297 \$**) ainsi que les dividendes et intérêts (**1 942 720 \$**) ont totalisé **2 095 017 \$**.

Il y a plusieurs années, le Comité de placements avait établi une série de points de référence pour évaluer le rendement des gestionnaires de fonds. Depuis, il effectue à chaque trimestre l'examen de ce rendement pour s'assurer du respect de ces points de référence.

## **RAPPORT DU COMITÉ DE PLACEMENTS**

En 1999, le Comité de placements a décidé de répartir le Fonds de dotation en deux parts égales. C'est ainsi que la société Beutel, Goodman and Company Ltd s'est jointe à Knight, Bain, Seath and Holbrook Capital Management (KBSH), qui gérait le Fonds depuis 1989. Puis, en 2004, le Comité a décidé de remplacer KBSH par la société McLean Budden Investment Managers.

En 2006, le Comité a entrepris l'examen des options qui lui permettraient d'accroître la valeur du Fonds afin de générer un meilleur rendement pour les activités de l'IRPP sans compromettre la capacité du Fonds de subvenir aux besoins de l'Institut pour les années à venir. Le Comité poursuit son évaluation des programmes et processus en vue de faire une recommandation au Conseil en 2007.

PLACEMENTS

Le tableau ci-dessous illustre, par rapport aux points de référence susmentionnés, la performance de nos gestionnaires pour l'année écoulée et, le cas échéant, pour les quatre dernières années.

<b>FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>31/3/07</b>	<b>31/3/06</b>	<b>31/3/05</b>	<b>31/3/04</b>
<b>RENDEMENT ANNUEL</b>				
BEUTEL GOODMAN	8,6 %	11,1 %	6,9 %	22,5 %
POINT DE RÉFÉRENCE	9,4 %	13,0 %	6,3 %	21,2 %
MCLEAN BUDDEN	9,6 %	10,7 %	S/O	S/O
<b>RENDEMENT SUR 4 ANS (ANNUALISÉ)</b>				
BEUTEL GOODMAN	8,6 %	7,2 %	6,1 %	7,4 %
POINT DE RÉFÉRENCE	9,3 %	6,0 %	5,0 %	2,3 %
MCLEAN BUDDEN	S/O	S/O	S/O	S/O

## RAPPORT DU COMITÉ DE PLACEMENTS

La valeur composite du marché du fonds, y compris les autres éléments d'actif à court terme, s'établissait à **42 158 829 \$** au 31 mars 2007.

Le tableau ci-dessous illustre la composition de l'actif à la clôture des exercices 2007 et 2006.

	<b>MCLEAN 31/3/07</b>	<b>BUDDEN 31/3/06</b>	<b>BEUTEL 31/3/07</b>	<b>GOODMAN 31/3/06</b>
<b>VALEUR MARCHANDE</b>	19,450,041 \$	18,923,466 \$	22,708,788 \$	22,197,534 \$
<b>COMPOSITION DE L'ACTIF</b>				
<b>ESPÈCES ET VALEURS</b>				
ASSIMILABLES	4,1 %	2,5 %	1,6 %	0,7 %
REVENU FIXE	47,2 %	45,7 %	37,2 %	38,5 %
ACTIONS CANADIENNES	21,2 %	23,0 %	30,6 %	31,6 %
ACTIONS AMÉRICAINES	13,2 %	13,7 %	19,5 %	21,0 %
ACTIONS ÉTRANGÈRES	14,3 %	15,1 %	11,1 %	8,2 %
ACTIONS TOTALES	48,7 %	51,8 %	61,2 %	60,8 %

ous avons vérifié le bilan de l'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2007 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Les comptes de l'exercice terminé le 31 mars 2006 présentés aux fins de comparaison proviennent d'états financiers vérifiés par d'autres vérificateurs.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R. L.*

Comptables agréés  
Montréal  
Le 18 mai 2007

# RAPPORT DES VÉRIFICATEURS



	<b>2007</b>	2006
	\$	\$
<b>PRODUITS</b>		
PLACEMENTS (NOTE 4)	<b>2 095</b>	2 241
MAGAZINE <i>OPTIONS POLITIQUES</i>	<b>25</b>	34
AUTRES PUBLICATIONS	<b>26</b>	45
PUBLICITÉ	<b>133</b>	55
AUTRES (INCLUANT DES APPORTS DE 35 \$ EN 2006)	<b>48</b>	189
	<hr/> <b>2 327</b> <hr/>	<hr/> 2 564 <hr/>
<b>CHARGES</b>		
FRAIS GÉNÉRAUX DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN	<b>1 976</b>	2 275
MAGAZINE <i>OPTIONS POLITIQUES</i>	<b>344</b>	296
PUBLICATIONS	<b>115</b>	104
FRAIS DE GESTION DE PORTEFEUILLE	<b>212</b>	201
INTÉRÊTS	<b>5</b>	6
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	<b>45</b>	35
	<hr/> <b>2 697</b> <hr/>	<hr/> 2 917 <hr/>
<b>INSUFFISANCE DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES</b>	<hr/> <b>(370)</b> <hr/>	<hr/> (353) <hr/>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007  
(EN MILLIERS DE DOLLARS)



	Affectés au financement des activités de fonctionnement (Note 3)	Investis en immobi- lisations	Non affectés	2007  Total	2006  Total
	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	35 491	59	83	35 633	35 986
INSUFFISANCE DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES		(45)	(325)	(370)	(353)
INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS		22	(22)		
VIREMENT (NOTE 4)	(528)		528		
SOLDE À LA FIN	<b>34 963</b>	<b>36</b>	<b>264</b>	<b>35 263</b>	<b>35 633</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007  
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	<b>2007</b>	2006
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
INSUFFISANCE DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	<b>(370)</b>	(353)
ÉLÉMENTS HORS CAISSE		
GAIN SUR LA CESSION DE BONS DU TRÉSOR	<b>(3)</b>	
GAIN SUR LA CESSION DE PLACEMENTS	<b>(298)</b>	(520)
PRODUITS DE PLACEMENTS RÉINVESTIS	<b>(183)</b>	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	<b>45</b>	35
VARIATIONS D'ÉLÉMENTS DU FONDS DE ROULEMENT (NOTE 5)	<b>(222)</b>	168
	<b>(1 031)</b>	(670)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT</b>		
EMPRUNT BANCAIRE	<b>23</b>	
BONS DU TRÉSOR	<b>(409)</b>	(69)
CESSION DE BONS DU TRÉSOR	<b>258</b>	
PLACEMENTS	<b>(12 825)</b>	(17 909)
CESSION DE PLACEMENTS	<b>13 902</b>	18 575
IMMOBILISATIONS	<b>(22)</b>	(1)
	<b>927</b>	596
<b>DIMINUTION NETTE DE L'ENCAISSE</b>	<b>(104)</b>	(74)
ENCAISSE (DÉCOUVERT BANCAIRE) AU DÉBUT	<b>(4)</b>	70
	<b>(108)</b>	(4)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007  
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	<b>2007</b>	2006
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
<b>ACTIF</b>		
ACTIF À COURT TERME		
BONS DU TRÉSOR, 3,96 % ET 4,11 % (3,07 % EN 2006), ÉCHÉANT EN AVRIL ET AOÛT 2007	<b>223</b>	69
DÉBITEURS (NOTE 6)	<b>216</b>	338
FRAIS PAYÉS D'AVANCE	<b>26</b>	51
	<hr/>	<hr/>
	<b>465</b>	458
PLACEMENTS, AU COÛT (NOTE 7)	<b>35 095</b>	35 691
IMMOBILISATIONS (NOTE 8)	<b>36</b>	59
	<hr/>	<hr/>
	<b>35 596</b>	36 208
	<hr/>	<hr/>
<b>PASSIF</b>		
PASSIF À COURT TERME		
EMPRUNT BANCAIRE (NOTE 9)	<b>23</b>	
DÉCOUVERT BANCAIRE	<b>108</b>	4
COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER	<b>95</b>	114
PRODUITS D'ABONNEMENT ET DE PUBLICITÉ PERÇUS PAR ANTICIPATION	<b>21</b>	17
APPORTS REPORTÉS (NOTE 10)	<b>86</b>	61
OBLIGATION AU TITRE DE LA PROVISION POUR PRESTATIONS DE RETRAITE		379
	<hr/>	<hr/>
	<b>333</b>	575
	<hr/>	<hr/>
<b>ACTIFS NETS</b>		
AFFECTÉS AU FINANCEMENT DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	<b>34 963</b>	35 491
INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	<b>36</b>	59
NON AFFECTÉS	<b>264</b>	83
	<hr/>	<hr/>
	<b>35 263</b>	35 633
	<hr/>	<hr/>
	<b>35 596</b>	36 208
	<hr/>	<hr/>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil,

\_\_\_\_\_  
Administrateur

\_\_\_\_\_  
Administrateur

**BILAN** DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007  
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

**1 STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME** L'Institut de recherches en politiques publiques est constitué en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

**2 CONVENTIONS COMPTABLES**  
**Estimations comptables** Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### Constatation des produits

**Apports** L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes des actifs nets.

**Produits de placements** Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de règlement et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende. Les gains ou les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les frais de transaction associés à l'acquisition ou à la cession de placements sont compris dans le coût des placements acquis ou sont traités comme réduction du produit de la cession de placements.

**Produits de publicité et de publications** Les produits de publicité et de publications sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que le montant de la transaction est déterminé ou déterminable et que le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré. En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, l'organisme applique les principes spécifiques suivants :

- Les produits de publicité sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, lorsque la publicité est éditée ;
- Les produits de publications sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des abonnements ;
- Les autres produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

**Placements** Les obligations sont comptabilisées au coût après amortissement de l'escompte ou de la prime. L'amortissement de l'escompte ou de la prime est calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les autres placements sont comptabilisés au coût. Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value.

**Amortissement** Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Équipement informatique	33 %
Matériel de bureau	20 %

**Conversion des devises** Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception des charges liées aux éléments non monétaires d'actif et de passif, qui sont converties au taux d'origine. Les gains et les pertes sont inclus dans les résultats de l'exercice.

**3 AFFECTATIONS GREVANT LES ACTIFS NETS** Les actifs nets affectés au financement des activités de fonctionnement par voie d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration doivent être conservés en vue de financer les activités de fonctionnement de l'organisme. Ces sommes ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration. Les produits d'intérêts ne sont pas sujets à une affectation spécifique.

**4 VIREMENT** Le conseil d'administration autorise annuellement un virement visant le transfert de ressources entre les actifs nets affectés au financement des activités de fonctionnement et les actifs nets non affectés. Ce transfert de ressources a été fixé, pour les exercices terminés les 31 mars 2007 et 2006, à 6 % de la moyenne de la juste valeur des actifs détenus aux fins de financement des activités de fonctionnement à la fin des trois exercices précédents diminué des produits de placements nets gagnés sur ces mêmes ressources.

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	\$	\$
Montant établi de la moyenne des justes valeurs des trois exercices précédents multiplié par 6 %	2 411	2 280
Produits de placements	2 095	2 241
Frais de gestion de placements	(212)	(201)
Produits de placements net	<u>1 883</u>	<u>2 040</u>
Virement	<u>528</u>	<u>240</u>

**5 INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE** Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	\$	\$
Débiteurs	122	(18)
Frais payés d'avance	25	6
Comptes fournisseurs et charges à payer	(19)	(6)
Produits d'abonnement et de publicité perçus par anticipation	4	
Apports reportés	25	16
Obligation au titre de la provision pour prestations de retraite	(379)	170
	<u>(222)</u>	<u>168</u>

**6 DÉBITEURS**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	\$	\$
Comptes clients	20	27
Taxes à la consommation à recevoir	66	75
Intérêts et dividendes à recevoir	130	134
Autres	102	102
	<u>216</u>	<u>338</u>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2007  
(EN MILLIERS DE DOLLARS)



## 7 PLACEMENTS

	2007		2006	
	Juste valeur	Valeur comptable \$	Juste valeur	Valeur comptable \$
<b>Parts de fonds communs de placement</b>				
Marché monétaire	900	900	530	530
Obligations	9 274	9 260	8 710	8 732
Actions	9 479	8 130	11 647	10 804
Obligations, 2,75 % à 12,2 % (3 % à 12,2 % en 2006), échéant à différentes dates entre décembre 2007 et avril 2036 (a)	8 461	8 233	8 545	8 326
Actions	13 889	8 572	11 690	7 299
	43 003	35 095	41 122	35 691

## 8 IMMOBILISATIONS

	2007		Coût non amorti \$
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	
Équipement informatique	340	331	9
Matériel de bureau	125	98	27
	465	429	36

	2006		Coût non amorti \$
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	
Équipement informatique	333	293	40
Matériel de bureau	111	92	14
	444	385	59

**9 EMPRUNT BANCAIRE** L'emprunt bancaire non garanti, d'un montant autorisé de 500 \$, porte intérêt au taux préférentiel plus 0,5 % (6,5 % ; 6 % en 2006) et est renégociable en septembre 2007. Au 31 mars 2007, le solde utilisé de l'ouverture de crédit est de 23 \$.

### APPORTS REPORTÉS

	2007	2006
	\$	\$
<b>Fonds de la quatrième décennie</b>		
Solde au début	61	46
Montant constaté aux résultats		(35)
Montant encaissé	25	50
Solde à la fin	86	61

Le Fonds de la quatrième décennie est composé d'apports affectés à des projets spécifiés par les donateurs.

## 11 INSTRUMENTS FINANCIERS

**Risque de change** L'organisme est exposé au risque de change en raison des bons du Trésor et des placements libellés en dollars américains. Au 31 mars 2007, les actifs libellés en dollars américains représentent des bons du Trésor et des placements totalisant 2 906 \$ US (3 197 \$ US au 31 mars 2006). L'organisme ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel il est exposé.

**Juste valeur** Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers :

- Instruments financiers à court terme : La juste valeur des actifs et des passifs financiers à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée ;
- Placements : La juste valeur des parts de fonds communs de placement, des obligations et des actions a été établie selon le dernier cours acheteur.

**12 ENGAGEMENTS** L'organisme s'est engagé, d'après des contrats de location échéant en 2012, à verser une somme de 336 \$ pour du matériel et des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 85 \$ en 2008, à 77 \$ en 2009, à 72 \$ en 2010 et 2011, et à 30 \$ en 2012.

**13 CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT** Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.